



Assemblée générale

Distr. limitée
7 mai 2019
Français
Original : anglais

Comité de l'information

Quarante et unième session

29 avril-10 mai 2019

Point 10 de l'ordre du jour

**Examen et adoption du rapport annuel
que le Comité présentera à l'Assemblée
générale à sa soixante-quatorzième session**

Projet de rapport

Rapporteur : Oleg **Nikolenko** (Ukraine)

Chapitre III Débat général

1. Au cours du débat général, les représentants de l'État de Palestine (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), du Japon, du Bangladesh, de l'Algérie, des Philippines, du Liban, de la Chine, du Portugal, du Népal, de l'Égypte, de l'Argentine, de Cuba, de la Jamaïque, de l'Inde, de l'Uruguay, du Pakistan, du Brésil, de la République de Corée, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, d'Israël, de la Fédération de Russie, de la Trinité-et-Tobago, de la République islamique d'Iran et de l'Arabie saoudite ont fait des déclarations, ainsi que les observateurs de l'Union européenne, de l'État plurinational de Bolivie au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies, de Cabo Verde au nom de la Communauté des pays de langue portugaise, de la Ligue des États arabes et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

2. Le débat général a été précédé d'une déclaration du Président du Comité, Omar Hilale (Maroc), lequel a dit qu'il était impératif, aujourd'hui plus que jamais, que l'Organisation diffuse des informations fiables, crédibles et objectives. Il s'est félicité des efforts de réforme entrepris par le Département de la communication globale et a noté qu'une coopération étroite avec les coordonnateurs résidents permettrait de donner une nouvelle dimension au travail accompli par les centres d'information des Nations Unies et le Département. Il a également noté les efforts faits par ce dernier pour échanger avec les jeunes en tant que parties prenantes importantes et pour les encourager à agir sur les nombreuses questions qui ont une incidence sur leur vie. La Secrétaire générale adjointe à la communication globale, Alison Smale, a, elle aussi, fait une déclaration et répondu aux questions et observations des États Membres.



3. Au cours de l'examen des questions de fond dont le Comité était saisi, de nombreux intervenants ont exprimé leur appui aux réformes entreprises par le Département, notamment le changement de nom de ce dernier qui est devenu le Département de la communication globale. Des représentants ont fait remarquer que l'ONU avait la charge d'apporter des solutions aux problèmes mondiaux et que c'était au Département de la communication globale, dont le nouveau nom reflétait la portée et l'importance de son travail, qu'incombait la responsabilité de faire connaître cette mission. De nombreuses délégations ont fait observer que ces réformes, axées sur le dynamisme, les idées, la réflexion et la planification stratégiques, la faculté d'adaptation et l'efficacité opérationnelle, renforceraient le Département, le rendant plus à même de faire connaître l'histoire de l'ONU et de sensibiliser le public. Un représentant, s'exprimant au nom de plusieurs autres, a insisté sur le fait qu'il importait de renforcer l'image de marque de l'Organisation afin de créer une identité visuelle plus harmonieuse et plus cohérente pour l'ensemble du système et de mieux utiliser la couleur bleue caractéristique de l'ONU. Il a appelé les États Membres, compte tenu de leurs capacités nationales, à démultiplier les effets des efforts du Département de la communication globale, grâce à leurs canaux de communication propres. Plusieurs intervenants ont prié instamment le Département de poursuivre sa collaboration avec les États Membres, et de continuer de tenir des réunions et d'échanger régulièrement tout au long de son processus de réforme. Un représentant a prié le Département de mesurer l'incidence de ses activités, quand cela est possible, afin d'en évaluer l'efficacité.

4. La majorité des représentants a souligné l'importance du multilinguisme et de l'égalité des langues, non seulement pour permettre au Département de s'acquitter de son mandat, mais aussi pour promouvoir les valeurs de l'Organisation, notamment l'inclusion, la transparence et la responsabilité. Plusieurs représentants ont noté qu'il importait de faire connaître le travail de l'Organisation et les défis auxquels était confrontée l'humanité dans le plus de langues possible afin de sensibiliser le plus de personnes possible et de faire en sorte que ces dernières prennent part aux activités de l'Organisation. Ils ont également noté qu'en plus d'encourager l'inclusion et la transparence, le multilinguisme permettait de promouvoir, de préserver et de protéger la diversité linguistique et culturelle. Plusieurs représentants ont rappelé que, la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix avait été célébrée peu de temps auparavant, insistant sur le rôle du multilinguisme dans la promotion d'un système international et multilatéral fondé sur la coopération, le partenariat et l'inclusion à l'échelle internationale.

5. Plusieurs intervenants ont rendu hommage aux centres d'information des Nations Unies et salué leur travail. Ils ont rappelé que ces centres faisaient partie intégrante du Département et permettaient de mener des activités de sensibilisation dans le monde entier et dans le plus de langues possible, de promouvoir l'inclusion et de donner aux personnes les moyens de lutter contre des problèmes mondiaux à l'échelle locale. Les centres d'information sensibilisaient les populations dans près de 100 langues, y compris en braille, et les représentants ont exhorté le Département à continuer de renforcer leurs capacités techniques. Plusieurs représentants se sont dits optimistes, espérant que la réforme du système des Nations Unies pour le développement et l'approfondissement de la coopération entre les centres d'information et les coordonnateurs résidents permettraient de renforcer la cohérence de la communication stratégique au niveau local.

6. Plusieurs intervenants ont salué le travail du Département, qui attirait l'attention sur le rôle important que jouent les journalistes et la liberté de la presse, notamment en célébrant la Journée mondiale de la liberté de la presse et la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. Ils ont noté que les attaques à visent les médias étaient des attaques contre les fondements-mêmes

de nos sociétés, ciblant les droits de l'homme et les libertés fondamentales qui étaient au cœur de l'Organisation : la solidarité, la liberté, notamment la liberté d'expression, d'opinion et de croyance, le pluralisme, la démocratie, la tolérance et la dignité humaine. La liberté de la presse était un gage de démocratie et favorisait la tolérance, le dialogue, la paix et la coexistence.

7. Plusieurs intervenants ont abordé la question de plus en plus brûlante de l'utilisation des technologies de la communication à des fins de diffusion d'informations mensongères, de désinformation et de propagation de fausses nouvelles, et affirmé qu'il fallait que l'ONU soit une source d'informations factuelles, non biaisées et fiables pour le monde. Un intervenant a noté que toute personne disposant d'un téléphone mobile ou d'une connexion Internet pouvait avoir une influence positive en partageant des informations factuelles et en donnant aux autres la possibilité de s'informer, ou, au contraire, pouvait semer la confusion en partageant des informations mensongères. Dans ce contexte, le Département de la communication globale jouait un rôle essentiel : non seulement il faisait le contrepoids face à ces informations mensongères et faisait connaître l'action de l'ONU au regard des problèmes de la communauté internationale, mais il servait également d'intermédiaire direct entre l'Organisation et les populations du monde entier. Il a également été dit qu'afin d'affronter les problèmes découlant de la diffusion d'informations mensongères et de fausses nouvelles, il convenait d'adopter une démarche mondiale et systématique.

8. De nombreux représentants ont salué le travail accompli par le Département pour faire connaître les objectifs de développement durable et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et diffuser largement des informations à ce sujet dans des dizaines de langues différentes et grâce à des contenus multimédias.

9. Plusieurs représentants ont pris note avec satisfaction des campagnes de communications stratégiques multilingues et multimédias menées par le Département, notamment de la campagne Service et sacrifice, de la campagne de sensibilisation aux changements climatiques « A Race We Can Win, A Race We Must Win » et de la commémoration du soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils ont souligné que ces campagnes, ainsi que d'autres, permettaient au public, à l'échelle mondiale, de découvrir de manière tangible le travail de l'Organisation, l'engagement des États Membres et le sacrifice des soldats de la paix au service de l'humanité. Elles permettaient également d'insister sur l'urgence qu'il y avait à agir s'agissant de certaines grandes questions à l'ordre du jour mondial, comme les changements climatiques ou les questions humanitaires. De nombreux représentants ont félicité le Département pour son programme d'information spécial sur la question de Palestine, tandis que d'autres ont estimé que sa description de la situation dans la région était biaisée et trompeuse. Plusieurs intervenants ont pris note avec intérêt du programme de formation du Département à l'intention des journalistes palestiniens. Certains ont rappelé que le programme « En mémoire de l'esclavage », le programme de communication « L'Holocauste et les Nations Unies », et les activités menées dans le cadre de la Journée internationale de réflexion sur le génocide au Rwanda étaient des initiatives importantes du Département, qui permettaient d'enseigner la tolérance, la compréhension et la compassion. Plusieurs représentants ont remercié le Département de son appui constant aux autres bureaux de l'ONU dont il a aidé à renforcer les capacités de promotion et de communication, notamment le Bureau de lutte contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Département des opérations de paix.

10. Tout en affirmant leur appui résolu au renforcement des capacités du Département en ce qui concerne les nouveaux médias et les médias sociaux, de

nombreux représentants ont prié celui-ci de continuer d'allouer des ressources aux médias traditionnels, comme la presse écrite, la télévision et la radio. Ceux-ci restaient les principaux moyens de communication dans de nombreux pays et permettaient de communiquer avec différentes générations. De plus, le fossé numérique entre les pays persistait et les capacités techniques limitées et les prix élevés restaient des obstacles qui empêchaient de nombreuses personnes d'accéder aux plateformes des nouveaux médias. C'est pourquoi des intervenants ont prié le Département de continuer de tenir compte de l'inclusion et de recourir à la fois aux nouveaux médias et aux médias traditionnels pour faire connaître les principes et les activités de l'ONU au public mondial.

11. Plusieurs représentants ont salué les activités menées par le Département en matière de participation et d'autonomisation de la jeunesse, attirant l'attention sur le nombre croissant de membres de l'initiative Impact universitaire, en particulier dans la région Asie-Pacifique, ainsi que sur la création, dans le cadre de l'Initiative, de centres universitaires visant à promouvoir les objectifs de développement durable dans le milieu universitaire et à accroître la participation locale des étudiants à la réalisation des objectifs dans leur communauté. Des intervenants ont affirmé leur appui au travail du Bureau de l'Envoyée spéciale pour la jeunesse, qui a lancé Jeunesse 2030, la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse qui vise à donner aux jeunes les moyens d'être des agents du changement et de faire entendre leur voix sur des questions mondiales. Des représentants se sont félicités de l'organisation, par le Département, du premier sommet de la jeunesse calqué sur le modèle des Nations Unies, auquel ont participé plus de 400 élèves venus de 30 pays.

12. Évoquant les contraintes financières auxquelles continue de faire face l'Organisation dans son ensemble, de nombreux représentants ont noté que la capacité du Département de mener à bien son mandat était fortement limitée, en particulier en ce qui concernait les langues non officielles. Des intervenants ont encouragé le Département à trouver des moyens novateurs de mobiliser des ressources afin qu'il puisse répondre aux attentes croissantes en matière de communication et lui ont recommandé d'approfondir ses partenariats avec le milieu universitaire, les parties prenantes du secteur privé et les fondations en tant que sources de financement potentielles qui lui permettraient de pallier l'insuffisance budgétaire et de poursuivre son mandat. Parmi les partenariats ayant permis d'appuyer financièrement et en nature le travail du Département, des représentants ont cité ceux établis avec Sanrio dans le cadre de la campagne Hello Kitty, qui visait à faire connaître les objectifs de développement durable, avec des compagnies aériennes afin de proposer des programmes d'ONU Info à bord des avions, et avec des universités dont les activités de traduction et de recherche aidaient à promouvoir le Programme 2030.

13. Des intervenants ont salué les efforts constants du Département pour favoriser l'innovation en son sein, notamment la sensibilisation via les outils numériques en mettant en place des zones pour les médias sociaux lors d'événements de haut niveau, l'utilisation d'un agent conversationnel dans le cadre de la campagne #ActNow, qui encourage à agir pour réaliser les objectifs de développement durable, l'établissement de partenariats novateurs comme le Pacte des médias en faveur des objectifs de développement durable et l'utilisation de la technologie aux fins du renforcement des capacités techniques des centres d'information et des bureaux hors Siège.

14. Répondant aux observations et aux questions formulées par les États Membres, la Secrétaire générale adjointe a rappelé l'engagement du Département en faveur du multilinguisme mais noté que l'Assemblée générale n'avait pas approuvé la proposition du Secrétaire général consistant à créer 18 postes et à allouer des ressources supplémentaires à d'autres objets de dépense connexes au titre du budget 2018-2019 afin de permettre au Département d'améliorer ses résultats concernant les

communiqués de presse sur les réunions, la diffusion sur le Web des réunions de l'ONU, les médias sociaux et la production de documentaires télévisés dans les six langues officielles. Cette diminution des ressources réduisait considérablement la capacité du Département d'améliorer ses produits multilingues. Toutefois, celui-ci continuait d'imaginer des moyens créatifs de promouvoir et d'améliorer ses produits et services multilingues, dont : le regroupement des résultats d'ONU Info en proposant un site Web par langue, la gestion des applications permettant d'accéder à ONU Info et aux contenus publiés sur les médias sociaux en huit langues depuis un téléphone mobile, la création de sites Web d'accréditation des médias et de systèmes d'application correspondants dans plusieurs langues et l'examen de nouveaux types de partenariat afin d'étendre le multilinguisme des produits télévisés. La Secrétaire générale adjointe a remercié les représentants de leur appui aux efforts de réforme du Département, qui visaient à créer un service des communications mondial plus moderne, plus souple et plus réactif, qui tirerait parti des nouvelles technologies et des nouveaux moyens d'échange entre les personnes. Elle a salué les progrès accomplis par le Département en matière de médias sociaux et de nouveaux médias, se félicitant de ce qu'il avait su élargir son public et établir un lien avec les jeunes. Cependant, elle a insisté sur le fait que l'évolution constante des modes d'interaction avec le public mondial ne devait pas se faire aux dépens des médias traditionnels comme la presse écrite, la radio et la télévision, mais qu'il fallait au contraire trouver des moyens complémentaires de toucher le public. Elle a remercié les États Membres pour l'appui et les conseils qu'ils continuaient de prodiguer en cette période de mutations et de réforme rapides et leur a demandé d'aider à mobiliser des ressources : que ce soit au moyen de financements, d'administrateurs auxiliaires ou d'un appui en nature, ou en faisant connaître le Département auprès de partenaires potentiels dans leur pays respectif. Le Département comptait sur eux pour accélérer le rythme de sa modernisation. Pour conclure, elle a déclaré qu'à une époque où le multilatéralisme, fondement-même des Nations Unies, était remis en question, l'Organisation voulait et devait être comprise. Afin d'aboutir, les efforts de communication de l'ONU devaient être clairs et s'adresser au public de façon intelligible, en recourant aux plateformes qu'il utilisait et dans les langues qui étaient les siennes. N'ayant cessé d'atteindre ces objectifs, le Département comptait sur l'appui des États Membres.
